

MAITRE D'OUVRAGE



de la HAUTE-LOIRE

17 rue des Moulins

BP 10351

43012 LE PUY EN VELAY

AF22-36ZD

***Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques***

9 avenue Léon Blum

43100 BRIOUDE

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
C.C.T.P**

Lot N° 08 Electricité

10/10/2025

MAÎTRE D'ŒUVRE



**MAITRISE D'ŒUVRE ET INGENIERIE DU BATIMENT
DE LA CONCEPTION A LA REALISATION MAITRISEE**

ZAC de l'Artière – BP 413 - 10 rue Beau de Rochas

63110 BEAUMONT CDIS

Téléphone : 04 73 28 01 01 - Télécopie : 04 73 28 03 30

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

SOMMAIRE

8 - ELECTRICITE	4
8.1 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES :	4
8.1.1 - DOCUMENTS OFFICIELS DE RÉFÉRENCE	4
8.1.2 - RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE	4
8.1.3 - VERIFICATION DES PLANS - MALFACONS	4
8.1.4 - DETAILS DE MISE EN ŒUVRE	5
8.1.5 - DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ENTREPRISES	5
8.1.6 - ECHANTILLONS	6
8.1.7 - ETAT DU CHANTIER	6
8.1.8 - NETTOYAGE ET ENTRETIEN	6
8.1.9 - SCELLEMENTS ET RESERVATIONS	7
8.1.9.1 - CAS GENERAL	7
8.1.9.2 - CAS PARTICULIER	7
8.1.10 - SECURITE ET HYGIENE COLLECTIVE	7
8.1.11 - PROTECTION DES OUVRAGES ET ACCES PROVISOIRE	7
8.1.12 - COORDINATION AVEC LES CORPS D'ETAT	8
8.1.13 - CONNAISSANCE DES TRAVAUX	8
8.1.14 - CONNAISSANCE DES LIEUX	8
8.1.15 - CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES	8
8.1.16 - PLAN D'EXECUTION DES OUVRAGES	8
8.1.17 - CONTRÔLE DES TRAVAUX	9
8.1.18 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	9
8.1.19 - OBLIGATION DES ENTREPRISES	9
8.1.20 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	9
8.1.21 - REMISE DES OFFRES	9
8.1.22 - PRORATA 0.50%	9
8.2 - DESCRIPTION ET LOCALISATIONS DES OUVRAGES	9
8.2.1 - Travaux préparatoire	10
8.2.1.1 - Coffret de chantier	10
8.2.1.2 - Eclairage de chantier normal	10
8.2.2 - Limite de prestation entre lot	10
8.2.2.1 - Lot Alarme Intrusion	10
8.2.2.2 - Lot Contrôle d'accès	10
8.2.2.3 - Lot Vidéo Surveillance	10
8.2.2.4 - Gestionnaire de file d'attente	11
8.2.2.5 - Lot électricité	11
8.2.3 - Dépose	11
8.2.3.1 - Dépose et consignation	11
8.2.3.2 - Colonne de distribution	11
8.2.4 - Equipement à maintenir	11
8.2.4.1 - Le rideaux d'air	11
8.2.4.2 - Les rideaux métallique	11
8.2.4.3 - Le digicode	11
8.2.4.4 - Porte automatique	11

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

8.2.4.5 - Les volets roulants.....	11
8.2.4.6 - La centrale incendie	11
8.2.4.7 - Le coffret mural d'alimentation des cassettes	11
8.2.4.8 - Les éclairages extérieurs	12
8.2.4.9 - Les équipements des sanitaires	12
8.2.4.10 - L'interphone extérieur	12
8.2.4.11 - Le défibrillateur.....	12
8.2.4.12 - Les liaisons SSI.....	12
8.2.4.13 - Les équipements de porte de l'escalier	12
8.2.5 - Tableau Electrique	12
8.2.5.1 - TGBT	12
8.2.5.2 - TD RdJ.....	12
8.2.6 - Local informatique	12
8.2.6.1 - Baie Info.....	12
8.2.6.2 - Rcade cuivre.....	12
8.2.7 - Alimentation Spécifique	12
8.2.7.1 - Alimentation.....	12
8.2.8 - Appareillage	13
8.2.8.1 - PTI 4PC + 1RJ + 2PC Ondulé.....	13
8.2.8.2 - Prise Courant.....	13
8.2.8.3 - Bouton Poussoir ou interrupteur	13
8.2.8.4 - Variateur DALI	13
8.2.8.5 - Colonne de distribution dans le bureau double R+2	14
8.2.8.6 - Colonne de distribution open space R+2.....	14
8.2.8.7 - Déplacement colonne	14
8.2.9 - Sécurité incendie	14
8.2.9.1 - Tableau Répétiteur d'Exploitation.....	14
8.2.9.2 - Détecteur incendie.....	14
8.2.9.3 - Dépose repose sirène incendie	14
8.2.9.4 - Déclencheur manuel.....	14
8.2.9.5 - Flash lumineux.....	14
8.2.9.6 - Câblage	14
8.2.10 - ECLAIRAGE	14
8.2.10.1 - Dalle LED 600x600 mm 36W	14
8.2.10.2 - Downlight 12W	15
8.2.10.3 - Détecteur	16
8.2.10.4 - Déplacement éclairage bureau R+2.....	16
8.2.11 - ECLAIRAGE SECURITE	16
8.2.11.1 - BAES Classique.....	16

8 - ELECTRICITE

8.1 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES :

8.1.1 - DOCUMENTS OFFICIELS DE RÉFÉRENCE

Tous les travaux entrant dans la composition du présent lot sont à réaliser selon les règles définies par les documents suivants :

- Normes françaises en vigueur en particulier :

- C 12-100 : relative à la protection des travailleurs,
- C 12-200 et additifs : protection contre les risques d'incendie et de panique,
- C 15-100 : relative aux installations électriques intérieures,
- C 17-100 : installations électrique basse tension – règles,
- C 32-013 et suivantes pour les câbles,
- C 42-100 et suivantes pour appareils et transformateurs de mesure,
- C 52-100 et suivantes pour transformateur,
- C 61-100 et C 62-410 et suivantes pour l'appareillage,
- C 71-100 et 72-100 pour les appareils d'éclairage.

- Recommandations et exigences de mise en œuvre des fournisseurs et fabricants,

- D.T.U. 70.1 : installations électriques,

Conformément aux documents de références mentionnés ci-dessus, les matériaux ou matériels entrant dans la composition des ouvrages doivent être accompagnés obligatoirement d'une marque NF de conformité aux Normes.

8.1.2 - RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

Le présent cahier des prescriptions ainsi que les pièces telles que les plans et descriptifs fournis à l'entrepreneur ont pour but de renseigner sur la nature, l'importance et la dimension des ouvrages à exécuter. Cependant l'entrepreneur devra, comme étant compris dans les prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession indispensables à l'achèvement complet dans les règles de l'art du programme envisagé.

Toutes détériorations et dégradations éventuelles liées à l'intervention du présent lot seront réparées aux frais de l'entreprise.

Tout enlèvement, suppression de compteur, devra faire l'objet de demandes d'autorisation, par l'entreprise, auprès des divers services.

L'entreprise n'utilisera que des produits agréés et normalisés qui seront soumis à l'avis du Maître d'Œuvre s'ils sont différents des prescriptions du présent CCTP.

L'entreprise aura à sa charge tous les frais et honoraires d'ingénieurs ou autres techniciens qu'elle aura dû s'adjoindre pour ses diverses études et leurs détails d'exécution.

L'entreprise sera tenue de procéder à l'établissement de tous les dossiers administratifs et techniques nécessaires.

L'entreprise devra effectuer toutes les démarches auprès des services publics en vue de l'exécution de ses travaux (occupation de voie publique, coupure ou détournement de réseaux, etc.). Elle a à sa charge tous les frais résultant des branchements provisoires (eau, électricité, téléphone).

L'entreprise devra avoir les qualifications professionnelles se rapportant aux travaux ci-dessous décrits, ainsi que les attestations d'assurances en police individuelle de base et garantie décennale.

Ces documents sont à remettre au moment de l'appel d'offres.

8.1.3 - VERIFICATION DES PLANS - MALFACONS

Vérification des plans :

Avant le commencement des travaux, les entrepreneurs sont tenus de vérifier les cotes des plans, coupes, etc.... et de signaler au Maître d'Œuvre, toutes les erreurs ou omissions qu'ils

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

pourraient constater ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer.

Ils seront responsables des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

Imprécisions ou omissions dans les plans et CCTP :

Il est expressément stipulé que tout ce qui serait indiqué dans le CCTP, mais ne figurerait pas sur les plans ou réciproquement, a la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées à la fois sur le CCTP et sur les plans.

En cas de contradiction entre les plans et le CCTP (et le cas échéant le DPGF), l'entrepreneur ne peut pas opter pour une solution sans en avoir référé au préalable au Maître d'Œuvre qui précise la solution à retenir.

Faute de cette démarche préalable et au cas où ces contradictions ne se révéleraient qu'après remise des offres, le Maître d'Œuvre peut exiger sans supplément de prix, l'une ou l'autre des possibilités même s'il s'agit de la plus onéreuse.

Malfaçons :

Chaque entrepreneur est tenu de signaler en temps opportun toutes les malfaçons dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages et de l'obliger à un supplément de fourniture ou de travaux.

Faute par lui de se conformer à cette obligation, le Maître d'Œuvre pourra le déclarer responsable ou lui faire partager la responsabilité de cette malfaçon avec l'entrepreneur ayant exécuté le travail défectueux et lui faire supporter tout ou partie des frais nécessités par la reprise des travaux non conformes.

Dans un cas général, avant toute intervention l'entrepreneur transmettra au maître d'œuvre les réserves qu'il fait sur les différents supports qui le concerne et vérifiera :

- Le respect des tolérances suivant le DTU,
- La résistance des supports,
- Le taux d'humidité ou d'hygrométrie,
- Les aplombs nécessaires,
- Le taux d'alcalinité...

8.1.4 - DETAILS DE MISE EN ŒUVRE

Les entrepreneurs devront établir tous les plans de fabrication et les dessins de détails leur incombant dans le cadre de l'exécution de leur marché, et que le Maître d'Œuvre jugera utile à la bonne exécution des ouvrages.

Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution.

Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres, etc.... utiles.

Les travaux ne pourront être commencés avant approbation de ces plans et dessins par le Maître d'Œuvre. Cette approbation toutefois ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

Les réservations pour l'exécution des ouvrages seront précisées en temps voulu aux entreprises concernées. L'entrepreneur devra vérifier si la position et les dimensions des réservations sont conformes.

En cas de retard de fourniture de documents de réservations, l'entreprise concernée devra reprendre à ses frais les travaux des réservations pour mise en œuvre de ses ouvrages.

8.1.5 - DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ENTREPRISES

Les entreprises adjudicataires des lots devront prendre connaissance des documents écrits et des documents graphiques constituant les pièces contractuelles tous corps d'état, afin de s'assurer de la comptabilité de sa propre prestation avec celles des autres lots.

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

Toutes les entreprises devront, à différents stades du chantier, fournir les documents suivants :

- Plans d'exécution et de cheminements qui seront transmis avant travaux au maître d'œuvre, au bureau de contrôle et aux corps d'états concernés.
- Plans de réservations, comprenant les dimensions, les positionnements précis et une vérification préalable de la faisabilité de ces demandes de réservations. Ces plans seront transmis au maître d'œuvre, au bureau de contrôle, au bureau d'études et aux entreprises concernées.
- Procès-verbaux de conformité aux normes datant de moins d'un an.
- Certificat de garantie (décennale, biennale).
- Certificat d'essais CSTB ou du bureau de contrôle.
- Certificat de comportements au feu et en particulier ceux liés aux degrés coupe-feu et pare-flammes.
- Justificatif de provenance des matériaux mis en œuvre, soit par bulletin de livraison ou garantie authentique, soit par facture ayant trait à la fourniture, ou soit par estampille ou marque sur les matériaux.

Le PPSPS est à produire dans les 30 jours qui suivent la signature du Marché.

8.1.6 - ECHANTILLONS

L'entrepreneur est tenu de fournir pendant la période de préparation, tous les échantillons d'appareillage et de prototype qui lui seraient demandés par le Maître d'Œuvre.

Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un présentoir et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par l'entrepreneur dans un local de chantier mis à disposition par la Maîtrise d'Ouvrage.

Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés.

Le registre comportera une case réservée à la signature du Maître d'Œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Aucune commande du matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisé par les signatures.

8.1.7 - ETAT DU CHANTIER

Lors de l'exécution des travaux, toutes les précautions seront prises, les protections nécessaires réalisées, pour qu'au jour fixé pour la réception, les abords et les ouvrages existants soient laissés dans un parfait état de propreté sans gravois, détrit, matériaux, etc. et parfaitement remis en état.

8.1.8 - NETTOYAGE ET ENTRETIEN

Chaque entreprise est chargée de la collecte de ses gravois, déchets, emballages, et de leur dépôt dans des bennes ou de leur évacuation à leur charge.

Ce nettoyage sera fait régulièrement, pour que chaque jour le chantier présente un aspect correct.

Tous les ouvrages du présent lot qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés devront être protégés jusqu'à la réception.

Pendant toute la durée des travaux, les parties communes et le chantier seront maintenus en parfait état de propreté permanente.

Etant rappelé qu'il est interdit de déposer les déchets en décharges sauvages ou dans des zones non contrôlées, de les brûler à l'air libre, d'entreposer les déchets non inertes en centre de stockage de classe 3 (déchets inertes), de laisser les déchets toxiques sur le chantier ou dans des contenants non prévus à cet effet.

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

8.1.9 - SCELLEMENTS ET RESERVATIONS

8.1.9.1 - CAS GENERAL

Chaque entrepreneur exécutera tous les percements, entailles, tranchées, trous, scellements avec raccords exigés par les ouvrages de sa profession (sauf spécifications particulières). Les scellements et calfeutrements seront faits au mortier de ciment ou au mortier bâtard. L'emploi de plâtre pour ces travaux est formellement interdit, sauf pour les raccords d'enduits de ce matériau.

La valeur de ces ouvrages sera comprise dans le prix de chaque article du bordereau.

8.1.9.2 - CAS PARTICULIER

Par dérogation à l'article ci-dessus, le Lot 1 : Gros Œuvre ménagera ou exécutera au cours de la construction, dans les planchers, dans les ouvrages en BA et dans les murs d'au moins 0,20 m d'épaisseur les trous ou réservations nécessaires pour le passage des canalisations, d'électricité, de chauffage, de plomberie, d'informatique ainsi que pour les ouvrages des autres corps d'état à charge pour les Entrepreneurs de ces corps d'état, de fournir en temps voulu les plans précisant leurs emplacements.

A défaut de les fournir en temps voulu, ces trous ou trémies seront exécutés par le lot 1 Gros Œuvre aux frais de l'entrepreneur défaillant.

Les calfeutrements, raccords et garnissage de ces trous ou réservations seront obligatoirement exécutés par Lot 1 Gros Œuvre.

8.1.10 - SECURITE ET HYGIENE COLLECTIVE

L'entreprise devra toutes les protections et échafaudages nécessaires à l'exécution de ces travaux et à la sécurité du personnel pendant toute la durée de son intervention.

L'entreprise appliquera elle-même, par ses propres moyens, toutes les dispositions réglementaires de sécurité de leur personnel (NF P 03-001-09 I).

Maintenir les accès aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.

Isoler en permanence des espaces pour la circulation des véhicules et des piétons dans la mesure du possible.

Prendre toutes les mesures pour réduire le bruit du chantier au niveau le plus bas possible.

Les gardes corps d'allèges, de trémies, de réservations ou de cages d'escaliers sont réalisés par l'entreprise au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolition.

Les frais correspondants à la fourniture et à la mise en place de toutes les protections sont à la charge exclusive de l'entreprise.

L'entreprise est également responsable de la bonne conservation des protections pendant toute la durée des travaux de démolitions.

Dans le cas d'emploi de chalumeau, l'entreprise devra se conformer à la réglementation en vigueur concernant les travaux de soudure dans les établissements recevant du public en exploitation et notamment l'établissement de permis de feu et tous les moyens nécessaires à la protection incendie (extincteurs, etc.).

8.1.11 - PROTECTION DES OUVRAGES ET ACCES PROVISOIRE

Dans le cas de démolitions partielles ou de démolitions complètes, mitoyens ou proches de constructions conservées, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions conservatrices pour le maintien en l'état des éléments ou des édifices devant subsister et respecter scrupuleusement les plans de phasage, de confortements ou d'étaisements.

Toutes détériorations et dégradations éventuelles liées à l'intervention du présent lot seront réparées aux frais de celui-ci. L'entreprise devra la reconnaissance, après contact avec les concessionnaires, des réseaux existants et leur neutralisation (gaz, électricité, eau, télécommunications, éclairage public, égouts). L'entreprise devra également la mise en œuvre de tout système de protection pour limiter au maximum la production et la propagation de poussière (bâchage, arrosage, etc.) Elle devra aussi adapter ses interventions en rapport avec

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

l'activité du site (horaires de livraisons, mise en fonction des normes en vigueur du matériel insonorisé, etc.) Tout enlèvement, suppression de compteur, devra faire l'objet de demandes d'autorisation, par l'entreprise, auprès des divers services.

Les travaux pourront se dérouler en plusieurs phases en présence du personnel.

Protection des zones non en travaux par obturation des accès et cloisons provisoires en panneaux d'agglos 19mm clouées sur ossature bois + bandes adhésives sur joints. Un tunnel sera réalisé sur chaque accès pour éviter les accidents dus aux chutes d'objet.

Les cloisons donnant sur l'extérieur seront couvertes de polyane et isolées par mise en place de polystyrène 50mm d'épaisseur. Les canalisations se retrouvant à l'extérieur seront isolées. Les accès seront conservés, en particulier ceux accessibles aux handicapés (rampes en platelage bois pour absorber les différences de niveaux).

8.1.12 - COORDINATION AVEC LES CORPS D'ETAT

L'entrepreneur du présent lot devra s'entendre avec les entrepreneurs des autres lots, notamment pour ce qui est l'interférence des ouvrages exécutés par ses soins avec les ouvrages à exécuter par d'autres entreprises. Pour ce faire, il devra prendre connaissance, dès l'appel d'offre, des dossiers (DPGF et plans) des autres corps d'état afin qu'aucune ambiguïté ne subsiste quant aux limites de ses prestations avec celles des autres entrepreneurs.

8.1.13 - CONNAISSANCE DES TRAVAUX

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) a pour objet, la description des travaux et des particularités de l'opération.

L'entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance dans sa totalité et ne pourra se prévaloir d'une non-connaissance des travaux confiés à son corps d'état.

De même, l'entrepreneur est tenu de consulter les plans et les détails ainsi que l'ensemble des documents fournis à l'appui de la présente DPGF, il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de ses prix forfaitaires et de signaler le cas échéant, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

8.1.14 - CONNAISSANCE DES LIEUX

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ces ouvrages dans les règles de l'art, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne seraient et ne pourraient d'ailleurs être financés. Il ne saurait se prévaloir ultérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation, moyens d'accès, conditions climatiques en relation avec l'exécution de ses travaux.

8.1.15 - CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages.

L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ces prix.

8.1.16 - PLAN D'EXECUTION DES OUVRAGES

L'entrepreneur aura à sa charge l'établissement des plans d'exécution ainsi que les notes de calcul correspondantes, il devra tenir compte dans son offre des frais inhérents à ces études.

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

Ces documents seront soumis pour accord au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle avant exécution

8.1.17 - CONTRÔLE DES TRAVAUX

En plus de la mission confiée au Bureau de Contrôle, l'entrepreneur devra un autocontrôle strict de ses approvisionnements et mises en œuvre, et pouvoir en justifier sur demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre ou du bureau de contrôle.

8.1.18 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

L'entreprise devra se conformer aux exigences du Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) fourni par le Coordonnateur, suivant textes réglementaires (Loi 93-1418 du 31 décembre 1993 – Décret 94-1159 du 26 décembre 1994)

Toutes les indications financières relatives à ce plan devront être prises en charge par l'entreprise.

8.1.19 - OBLIGATION DES ENTREPRISES

Les prescriptions environnementales ne sont pas optionnelles et feront l'objet de vérification par VISA au cours du chantier.

Les produits devront avoir été validés sur l'aspect environnemental au plus tard 3 semaines avant leur mise en œuvre.

L'entreprise se doit de respecter et d'appliquer les exigences environnementales afin d'assurer l'obtention des niveaux visés par le Maître d'Ouvrage.

En cas d'incohérences ou d'incompatibilités entre CCTP, plans et spécifications environnementales, l'entrepreneur devra prendre en compte le plus contraignant. La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre devront en être informées.

8.1.20 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

A la réception des travaux, l'entreprise remettra au Maître d'Œuvre un dossier de plans des ouvrages exécutés en trois exemplaires papier + une clef USB, ce dossier sera accompagné de la nomenclature des fournitures avec les noms et adresses des fournisseurs ; ainsi que des fiches techniques, des procès-verbaux et des certificats de conformité.

8.1.21 - REMISE DES OFFRES

Sous peine de ne pas être retenu, l'entrepreneur est tenu de répondre suivant le cadre de la DPGF jointe au présent dossier, après en avoir vérifié les quantités, et spécifier les prix unitaires de chaque poste. Il devra dans son offre, signaler toute anomalie ou omission; à défaut il ne pourra par la suite prétendre à quelque réclamation que ce soit.

8.1.22 - PRORATA 0.50%

Le titulaire du présent lot devra prévoir dans ses prix unitaires un compte prorata de 0,50%. Ce compte prorata sera géré par le lot 1 GROS ŒUVRE.

Les dépenses qui seront imputées au compte prorata sont les suivantes :

- La mise à disposition et les rotations de bennes DIB pour les évacuations des déchets de l'ensemble des lots,
- Un nettoyage de chantier toutes les 2 semaines pendant la durée totale du chantier avec évacuation des déchets de l'ensemble des corps d'état,
- Le nettoyage et la désinfection quotidiens des locaux de chantier et sanitaire,
- La réalisation du nettoyage de fin de chantier.

8.2 - DESCRIPTION ET LOCALISATIONS DES OUVRAGES

Nota :

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

L'entreprise est tenue de se rendre compte de l'état des lieux du projet. Elle est également tenue de prendre connaissance de l'ensemble du projet, plans et pièces écrites, de tous les autres lots.

Elle devra notifier, lors de sa remise de prix, toutes observations ou modifications jugées nécessaires. Ces modifications éventuelles devront être chiffrées lors de la remise de prix.

Aucuns travaux supplémentaires ne pourront être demandés par le présent lot, du fait de la non prise en compte de l'intégralité du DCE.

8.2.1 - TRAVAUX PREPARATOIRE

8.2.1.1 - Coffret de chantier

Le présent lot devra la mise en place d'un coffret de chantier alimenté depuis l'armoire électrique du bâtiment pendant toute la durée du chantier.

Le coffret de chantier devra répondre :

- au Décret n° 2010-1017 du 30 août 2010,
- aux recommandations de l'O.P.B.T.P.,
- à la convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata de l'O.G.B.T.P.

Le coffret de chantier sera IP 44 en polyester armé double isolation avec arrêt d'urgence en façade, protection de tête par disjoncteur différentiel, départs protégés par disjoncteurs magnétothermiques, sécurité de porte, voyant sous tension et comprenant :

- 1 compteur général
 - 6 prises 2x10/16 A+T,
 - 1 prise 3P+T 20A,
 - 1 prise 3P+T 32A,
 - 1 départ sur bornes circuit lumière protégé par différentiel 30 mA,
 - 1 départ sur bornes circuit vestiaires/sanitaires de chantier protégé par différentiel 30 mA.
- Le présent lot devra également la mise à la terre des installations de chantier, à raccorder sur une prise de terre.

8.2.1.2 - Eclairage de chantier normal

Seules les zones de circulation intérieure seront à éclairer. Pour ce faire, l'entrepreneur devra installer au minima :

- des guirlandes ou/et plafonniers avec un indice de protection au minimum de IP 44 IK 08 dans chaque pièce.
- des appareils et conducteurs inaccessibles (hauteur supérieure à 2.30m)
- les masses éventuelles des appareils seront interconnectées et mises à la terre.

8.2.2 - LIMITE DE PRESTATION ENTRE LOT

8.2.2.1 - Lot Alarme Intrusion

Le travail de dépose, repose des équipements d'alarme (radar, clavier de commande, sirène) ne sera pas à effectuer par le présent lot

8.2.2.2 - Lot Contrôle d'accès

Le travail de dépose, repose des équipements de contrôle d'accès (Centrale, Ventouse, Gâche, lecteur de badge, bouton poussoir de sortie, bris de glace vert) ne sera pas à effectuer par le présent lot

8.2.2.3 - Lot Vidéo Surveillance

Le travail de dépose, repose des équipements de vidéosurveillance (Caméra, PC d'acquisition, écran de visualisation) ne sera pas à effectuer par le présent lot

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

8.2.2.4 - Gestionnaire de file d'attente

Le travail de dépose des équipements de gestion de file d'attente ne sera pas à effectuer par le présent lot

8.2.2.5 - Lot électricité

Le présent lot devra les passages de fourreaux pour les lots suretés.

Pour les box, il sera prévu du faux plafond :

- Deux fourreaux pour l'anti-agression et le pilotage de la gâche installés dans le goulotte sous le bureau

A l'accueil il sera prévu du faux plafond :

- Deux fourreaux jusque de la goulotte de distribution

L'accès zone protégée :

- Un fourreau coté public pour équipement
- Un fourreau coté personnel pour BP et BGV

A proximité de l'accès personnel, un fourreau pour le clavier MES de la centrale intrusion

8.2.3 - DEPOSE

8.2.3.1 - Dépose et consignation

Le présent lot a à sa charge la dépose définitive de tous les réseaux et les équipements électriques de courant fort et de courant faibles de la zone travaux non réutilisés dans le futur projet. Voir plan « Etat des Lieux ». Hors équipements listés dans le paragraphe équipement à maintenir. Cette prestation englobera les liaisons n'étant plus nécessaires au nouvel aménagement. En cas de doute le présent lot devra prévenir la MOA pour confirmer la dépose.

8.2.3.2 - Colonne de distribution

Les colonnes de distribution existantes seront déposées proprement pour être réinstallées au R+2 y compris les blocs prises. Le reliquat restant sera proposé au Maître d'ouvrage ou évacué par le présent lot.

8.2.4 - EQUIPEMENT A MAINTENIR

L'ensemble des niveaux seront maintenus en service. Au RDC, certains équipements seront à maintenir, ils sont représentés en noir sur la plan. Cette liste est non exhaustive. En cas de doute le présent lot devra prévenir la MOA pour confirmer la dépose.

8.2.4.1 - Le rideaux d'air

8.2.4.2 - Les rideaux métallique

8.2.4.3 - Le digicode

8.2.4.4 - Porte automatique

8.2.4.5 - Les volets roulants

8.2.4.6 - La centrale incendie

8.2.4.7 - Le coffret mural d'alimentation des cassettes

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

8.2.4.8 - Les éclairages extérieurs

8.2.4.9 - Les équipements des sanitaires

8.2.4.10 - L'interphone extérieur

8.2.4.11 - Le défibrillateur

8.2.4.12 - Les liaisons SSI

8.2.4.13 - Les équipements de porte de l'escalier

8.2.5 - TABLEAU ELECTRIQUE

Les tableaux existants seront conservés, les modifications d'équipement seront de même marque que l'existant (LEGRAND)

8.2.5.1 - TGBT

L'armoire existante équipé d'un compteur de type Tarif Jaune sera à conserver. Il n'est pas prévu de modification dans ce tableau

8.2.5.2 - TD RdJ

Le TD Rdj sera maintenu en service. Le présent lot réutilisera les départs existants. Il prévoira le rajout de départ si nécessaires.

8.2.6 - LOCAL INFORMATIQUE

8.2.6.1 - Baie Info

Il sera prévu la fourniture, pose et raccordement d'une baie 12U 19' 600x600 murale.

Elle sera équipée :

- De panneau de brassage
- D'un bandeau de 8 prises
- Deux panneaux latéraux amovibles
- D'une porte avant en verre sécurit
- 4 montants numérotés 19 pouces et déplaçables

8.2.6.2 - Rocade cuivre

Il sera prévu la fourniture, pose et raccordement de 6 rocade cuivre en câble catégorie 6A classe Ea F/FTP entre le LTI (local informatique principal) et le nouvel LTE00.

8.2.7 - ALIMENTATION SPECIFIQUE

8.2.7.1 - Alimentation

Les nouvelles alimentations seront réalisées en câbles dans la série FRN1X6G3 dans l'ensemble des locaux pour le réseaux électrique normal.

Toutes la distribution des équipements non conservés sera reprises, le principe de cheminement sera conservé et complété.

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

Rappel : Le titulaire du présent lot adaptera les sections des alimentations en fonction des tableaux électriques. Une note de calcul devra être fournie. Les noms de départs, nombres de phases et intensité sont indiqués dans les schémas électriques types.

8.2.8 - APPAREILLAGE

8.2.8.1 - PTI 4PC + 1RJ + 2PC Ondulé

Les prises des postes de travaux seront de type Mosaic 45x45 ou équivalent.

Le présent lot devra réaliser une installation neuve pour les prises et les liens informatiques. Les performances des liens à mettre en œuvre seront de type CATEROGIE 6A F/FTP de chez Legrand ou équivalent.

Y compris accessoires de pose et d'adaptation.

Y compris câblage

Y compris recettage des prises informatiques.

LOCALISATION :

- RDC
- R+2

8.2.8.2 - Prise Courant

Elles sont conformes aux prescriptions de la norme NF C 61-300. Toutes les prises de courant sont prévues avec un contact de terre.

Elles seront de la gamme Mosaic de chez Legrand ou équivalent.

Le prestataire devra réaliser le recettage avant et après travaux.

Les altimétries des prises alimentant les équipements sureté, gestion de file d'attente, intrusion et contrôle d'accès seront définis par le prestataire.

Y compris câblage

8.2.8.3 - Bouton Poussoir ou interrupteur

Les boutons poussoirs et interrupteurs seront de la même gamme que les prises de courant.

LOCALISATION :

- RDC
- R+2

8.2.8.4 - Variateur DALI

Il sera prévu la fourniture, pose et raccordement de variateur DALI de type ADVANCE de CLAREO ou équivalent y compris pot, support, enjoliveur de marque LEGRAND Mosaic ou équivalent.

Il intégrera la fonction allumage par pression et variation par rotation.

LOCALISATION :

- RDC Accueil+box
- R+2

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

8.2.8.5 - Colonne de distribution dans le bureau double R+2

Le présent lot devra la pose des colonnes de distribution déposées avec leurs prises. Y compris tout sujétion d'adaptation

8.2.8.6 - Colonne de distribution open space R+2

Le présent lot devra la pose des colonnes de distribution déposées au RDC avec leurs prises. Y compris tout sujétion d'adaptation

Les RJ45 existantes à proximité seront à déplacer dans cette colonne. Le circuit de prise sera repris sur l'existant.

8.2.8.7 - Déplacement colonne

Dans le bureau Cheffe, le présent lot devra le déplacement de la colonne de distribution pour le déplacement du mobilier. La position ajustée ne nécessitera pas de modifier le câblage de celle-ci.

8.2.9 - SECURITE INCENDIE

Le centrale incendie de type Es Com C de ESSER sera maintenue durant tout le chantier. Le présent lot prévoira les protections nécessaires afin d'éviter l'empoussiérage et la dégradation.

8.2.9.1 - Tableau Répétiteur d'Exploitation

Le présent lot devra la fourniture, pose et raccordement d'un tableau répétiteur d'exploitation de type Reflex de ESSER compatible avec la centrale. Il sera positionné à l'arrière de la banque d'accueil.

8.2.9.2 - Détecteur incendie

Il sera prévu la dépose et repose des détecteurs incendie du niveau.

8.2.9.3 - Dépose repose sirène incendie

Il sera prévu la dépose repose des sirène incendie du site en lieu et place pour permettre la reprise des peintures.

8.2.9.4 - Déclencheur manuel

Il sera prévu la dépose et repose des déclencheurs manuel. Celui à proximité des portes automatique sera reposé en lieu et place. Tandis que celui à l'arrière de la banque d'accueil sera déplacé dans la cloison.

8.2.9.5 - Flash lumineux

Dans les sanitaires, le présent lot devra la fourniture, pose et raccordement des flashs lumineux.

8.2.9.6 - Câblage

Le présent lot devra la reprise de câblage des équipements déplacé et rajouté. Il sera mis en œuvre des câbles incendie 1P0.9 rouge écrané pour la reprise du bus. Pour le TRE un câble 1P9/10 écrané CR1 et un câble 2x1.5mm² CR1.

Pour les flashs lumineux, il sera mis en œuvre une ligne CR1 2x1.5mm².

8.2.10 - ECLAIRAGE

8.2.10.1 - Dalle LED 600x600 mm 36W

Fourniture et pose de luminaire type OPTIX E 600 2L 23W 3350lm 840 BLA DALI de chez Sylvania référence 2023586 ou équivalent :

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

Caractéristiques :

Technologie LED (3>SDCM)
Caisson Aluminium, Acier
Montage Installation encastrée au plafond
Flux lumineux (lm) 3350
Efficacité système lm/W 146
Température de couleur (K) 4000
Couleur de lumière Blanc neutre
Contrôle de l'éblouissement (UGR) < 19
Consommation électrique totale (W) 23
Protection électrique Classe 1
Type d'appareillage Driver LED courant constant
Dimmable DALI
Niveau de scintillement LED Très bas (5% ou moins)
Indice de protection IP IP40/20
Indice de protection IK IK03

Y compris accessoires de pose.

LOCALISATION :

- Zone rdc
- Bureau 1
- accueil
- Bureau 4
- Zone r+2
- bureau

8.2.10.2 - Downlight 12W

Fourniture et pose de luminaire type START ECO Downlight Flat Dim 155 4000K de chez Sylvania ou équivalent :

Caractéristiques :
Technologie LED
Caisson Aluminium
Charge max. (A) 120
Montage Installation encastrée au plafond
Application générale CHR (Café-Hôtel-Restaurant)
Classe ETIM EC001744
Flux lumineux (lm) 1100
Efficacité système lm/W 92
Température de couleur (K) 4000
Couleur de lumière Blanc neutre
IRC (Ra) 80
Variation SDCM SDCM5
Angle de faisceau (°) 120
Contrôle de l'éblouissement (UGR) < 28
Groupe de risques photobiologiques RG0
Consommation électrique totale (W) 12
Protection électrique Classe 2
Type d'appareillage Driver LED courant constant
Dimmable Oui
Type de contrôle Mains: leading / trailing edge
Niveau de scintillement LED Très bas (5% ou moins)

Réfection de l'accueil en rez-de-chaussée
du Centre des Finances Publiques
9 avenue Léon Blum - 43100

Couleur du corps RAL 9003 - Blanc de sécurité
Indice de protection IP IP44/20
Indice de protection IK IK06
Code EAN 5410288539416

Y compris accessoires de raccordement et de parfait achèvement.

LOCALISATION :

- RDC

8.2.10.3 - Détecteur

Il sera prévu la fourniture, pose et raccordement de détecteur. Ils seront de type :
- PD3N 2C FP ou PD3N 1C FP de BEG ou équivalent. De type détecteur de mouvement réglé pour une luminosité de 100lux pour les circulations et locaux technique.
- Il sera prévu dans les bureaux des détecteurs de présence

8.2.10.4 - Déplacement éclairage bureau R+2

Le présent lot devra le déplacement des éclairages du R+2 et la reprise de circuit.

8.2.11 - ECLAIRAGE SECURITE

8.2.11.1 - BAES Classique

Fourniture et pose de bloc d'évacuation
de marque URA Uralive V compatible avec la télécommande existante

Caractéristiques :

- Boîtier : encastré ou saillie
- Type : LED
- Flux en Lms : 45
- IP : 43
- IK : 07
- Lampes de secours : 2 leds blanches
- Batterie Lithium-ion
- Autonomie : 1 heure

Y compris accessoire de pose et toutes sujétions de parfait achèvement.